

Le président que le Liban n'attendait plus : le dessous ultra-géopolitique de la très probable élection de Michel Aoun

En annonçant finalement son soutien à son rival politique, Saad Hariri assure pratiquement l'élection de l'ancien général Michel Aoun. Cette élection, dont plus personne ne doute du résultat, témoigne une nouvelle fois de la partition du Liban entre les sphères d'influence iranienne et arabe.

Partition

Atlantico : Depuis le 20 octobre, Michel Aoun est désormais assuré d'accéder à la présidence du Liban, du fait du soutien de son principal adversaire politique, Saad Hariri. Quels sont les enjeux réels derrière cette élection, notamment en matière d'équilibre sunnite-chiite dans la région ? Dans quelle mesure est-ce révélateur des relations entre l'Iran et l'Arabie saoudite ?

Fabrice Balanche : Au Moyen-Orient, il ne faut jamais tuer l'ours avant d'avoir vendu sa peau car nous avons toujours des cygnes noirs qui apparaissent et rebattent les cartes de ce jeu complexe. A priori Michel Aoun devrait être élu président du Liban le 31 octobre prochain par le Parlement. Michel Aoun est le président du principal parti chrétien, le Courant patriotique libre, et il avait déjà le soutien des Forces libanaises de Samir Geagea, le parti chrétien concurrent. Michel Aoun est soutenu par le Hezbollah chiite; quant à Nabih Berry, le président chiite du Parlement et chef du Mouvement Amal, celui-ci traîne un peu les pieds, mais il fera au final ce que le Hezbollah lui dira de faire.

Il ne manquait donc à Michel Aoun que d'obtenir l'appui du principal parti sunnite, le Courant du futur de Saad Hariri, ce qui est chose faite depuis le 20 octobre. Il va sans dire que Saad Hariri devrait devenir le prochain Premier ministre libanais, puisque si le président de la République est chrétien maronite, le premier ministre doit être sunnite.

Cela fait depuis le 25 mai 2014 que la présidence de la République est vacante. Quant au Parlement, dont le mandat expirait en mai 2013, il s'est prorogé jusqu'en juin 2017, une première fois faute d'accord sur la réforme de la loi électorale, et la deuxième du fait de l'absence de président de la République. Il est temps de mettre fin à ce blocage institutionnel car le pays souffre de l'incurie et de la crise syrienne. Cependant, **ce ne sont pas les querelles politiques internes qui bloquent l'élection du président libanais mais les tensions régionales.** L'Arabie saoudite et l'Iran, qui patronnent les deux principales coalitions libanaises, ont trouvé un terrain d'entente au Liban, qui est peut être un prélude à une réduction de la violence dans la région, en particulier dans la Syrie voisine.

Il y a quelques mois, Jean-Marc Ayrault s'est rendu au Liban avec pour intention et ambition de faire évoluer la situation. Son action a-t-elle eu le moindre effet ? Jusqu'où peut-on attribuer cette évolution à la France, ou bien à d'autres nations extérieures ?

La France n'était pas favorable à l'élection de Michel Aoun car il est l'allié du Hezbollah. Le principal allié de la France, c'est Saad Hariri et lorsque les socialistes sont au pouvoir, la diplomatie française accorde une importance toute particulière à Walid Joumblatt. Ce dernier a ses entrées rue de Solferino car son parti, le Parti socialiste progressiste, est membre de l'Internationale socialiste. Il est farouchement opposé à l'élection de Michel Aoun, car il ne veut pas d'un Maronite fort à la tête de l'Etat. **La France a-t-elle influencé Saad Hariri en faveur de Michel Aoun ? Non, bien au contraire. C'est l'évolution de la situation en Syrie en faveur de Bashar al-Assad et la levée du veto saoudien qui sont responsables du déblocage de la présidentielle libanaise.** Alain Juppé a récemment déclaré au quotidien italien *La Repubblica* : "*La voix de la France ne pèse plus. Nous avons été laissés en marge de nombreuses négociations*". Cela vaut malheureusement aussi pour le Liban.

Au Liban, le président est nécessairement un chrétien maronite, du fait de la confessionnalisation du régime politique que Saad Hariri entend protéger. S'agit-il en vérité de préserver la partition du Liban entre les sphères d'influences iranienne et arabe ? Peut-on imaginer que la contestation qu'engendre ce régime puisse un jour le pousser à s'ouvrir ?

Le système politique libanais est basé sur le confessionnalisme pour garantir à toutes les communautés un accès au pouvoir. **La question de l'abolition du confessionnalisme revient régulièrement sur la scène.** Lorsque Walid Joumblatt, le chef druze la réclame, c'est tout simplement pour se poser en chantre de la laïcité, tout en sachant très bien que les autres partis vont refuser.

Les acteurs de la société civile sont plus sincères dans leur demande, mais c'est un petit milieu confiné aux classes moyennes beyroutines - pour ne pas dire privilégié - qui peut s'émanciper économiquement du système confessionnel. La grande majorité de la population est prisonnière pour des raisons économique du clientélisme politique et donc communautaire. L'accès à un emploi dans le privé ou le public, un permis de construire, l'autorisation d'ouvrir une boutique, etc. tout cela exige une protection politique au Liban, un des pays parmi les plus corrompus au monde selon Transparency International qui le classe 123ème sur 168 pays référencés. La contestation du confessionnalisme est donc faible en interne. Par ailleurs, **la tendance régionale est au renforcement du confessionnalisme avec la nouvelle "Guerre de Trente ans" qui a débuté en Syrie et en Irak.** Car nous sommes dans une situation comparable à ce qui s'est déroulé en Europe au XVIIème siècle.